

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 34 (1954)
Heft: 5

Rubrik: La vie économique en quelques lignes

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



LA VIE ÉCONOMIQUE

FRANCE

LE FAIT DU MOIS **Reprise des emprunts français en Suisse.** — Les Chemins de fer fédéraux ont ouvert à la **S. N. C. F.** un crédit de 200 millions de francs suisses remboursables en 26 ans. 120 millions, à 4%, sont destinés à l'électrification de la ligne Bâle-Mulhouse-Strasbourg; 80 millions, à 3%, pour l'électrification de Dijon-Vallorbe. Un consortium de banques suisses ouvre, d'autre part, un crédit à la **S. N. C. F.** de 50 millions, à 4 3/8%, pour le financement des livraisons suisses de matériel destiné à l'électrification de ces lignes. Les conventions, signées le 5 mai, doivent encore être soumises aux Chambres fédérales.

La Compagnie des produits chimiques et électro-métallurgiques **Péchiney** vient de lancer sur le marché financier suisse un emprunt de 25 millions de francs suisses, qui a remporté un grand succès puisqu'il a été souscrit environ dix fois.

FINANCES **Le rapport du Conseil national du crédit pour l'année 1953.** — Trois points sont à signaler :

- 1^o moindre activité de l'économie française en 1953 malgré une légère reprise en fin d'année; les effets à court terme s'établissent à 536 milliards contre 624 milliards à fin 1952;
- 2^o augmentation des crédits à moyen terme : 163 milliards dont 107 financés par les banques et l'Institut d'émission;
- 3^o liquidité accrue des banques : la masse monétaire a augmenté de 471 milliards, soit 11 % et il reste une marge de crédits disponibles de 275 milliards.

INDOCHINE **Aspects financiers.** — De 1946 à 1953 inclus, la guerre d'Indochine a coûté :

- au budget français : 1.700 milliards;
- au budget américain : 600 milliards.

Le patrimoine français (intérêts dans les affaires de caoutchouc, thé, poivre, coprah, anthracite, brasserie) est évalué entre 600 et 1.000 milliards, soit la moitié ou le tiers de ce que la guerre a coûté depuis huit ans; mais les exportations françaises vers l'Indochine représentent 8 % des exportations totales et 21 % des exportations à destination de l'Union française.

COMMERCE EXTÉRIEUR **Amélioration constante.** — Pour les quatre premiers mois de 1954, le déficit s'élève à 27.889 millions contre 46.042 millions pour la période correspondante de 1953.

COMMERCE INTÉRIEUR **Progression du chiffre d'affaires pour le premier trimestre :**

- alimentation : 6 % de plus que l'an dernier;
- commerces non alimentaires : 7 % de plus que l'an dernier;
- construction électrique : l'indice se situe à 202 contre 183.

Secteurs les plus favorisés : ameublement, appareils électroménagers, industrie de la chaussure.

Parmi les secteurs plus calmes : confection.

POPULATION **Recensement de 1954.** — Les machines électroniques vont faciliter les opérations de recensement qu'accomplissent du 10 au 30 mai, 80.000 agents dans 38.000 communes de France, en visitant 8 millions de maisons, abritant 13 millions de foyers.

Le dernier recensement date de 1946; on dénombreait alors 40.500.000 Français. Depuis, on estime que l'on a pu atteindre les 43 millions. Les résultats seront publiés le 15 octobre.

Premier bilan. — Abolition des barrières douanières et des restrictions quantitatives pour le charbon, l'acier et le minerai de fer ;

— Libération des prix et suppression des discriminations en matière de transports;

— Aide financière des États-Unis.

Il reste à achever la réglementation des ententes et à mettre au point le programme d'investissement.

Deux lacunes : l'accord avec la Grande-Bretagne et les transferts de main-d'œuvre.

Hausse spectaculaire d'Esso-Standard. — En mars dernier, ce titre valait aux alentours de 10.000 francs. Après la découverte des gisements landais, une fièvre inconnue depuis de nombreuses années s'est emparée de la Bourse et en moins de deux mois, les cours ont monté jusqu'à 35.000 francs.

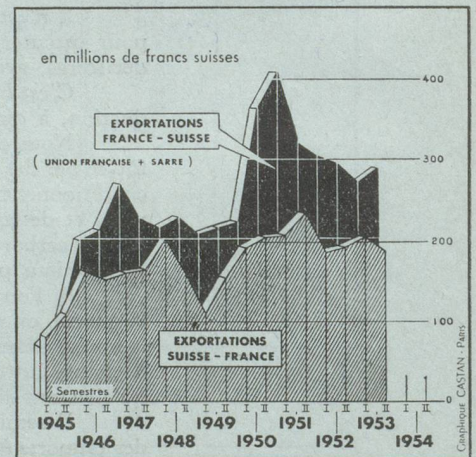
La cotation de la valeur à terme devait faciliter l'action de la spéculation et certains vendeurs à découvert imprudents ont dû subir des pertes sensibles, si d'autres ont réalisé des profits substantiels.

Toujours est-il que, de l'avis des techniciens, les nappes pétrolières découvertes seraient d'une qualité exceptionnelle, mais on n'en est encore qu'au stade de la prospection.

COMMUNAUTÉ
CHARBON
ACIER

BOURSE

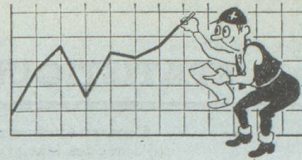
GRAPHIQUES DU COMMERCE



COURS ET INDICES FRANÇAIS

	Dernier chiffre		Chiffre du mois précédent		Chiffre de l'année précédente	
Cours Napoléon	14 mai	2.720	12 avril	2.670	15 mai	3.870
Cours fr. s. marché parallèle .	14 mai	85,50	12 avril	85	15 mai	96,75
Ind. valeurs métropolitaines (1949 = 100)	14 mai	227	2 avril	216	15 mai	167
Ind. prod. ind. (1938 = 100).	mars	152	févr.	150	mars	145
Chômeurs (total en 1.000) . . .	1 ^{er} mars	74	1 ^{er} févr.	72	1 ^{er} mars	75,5
Ind. sal. hor. ouv. mét. rég. paris. (1949 = 100)	mars	182	févr.	181	mars	174
Ind. prix de gros (1949 = 100).	avril	137,4	mars	136,3	avril	139,7
Ind. prix consom. familiale (1949 = 100)	avril	142,4	mars	143,6	avril	145,2
Transports commerc. (mio. t.).	févr.	13,3	janv.	13,4	févr.	14,4
Voyageurs (millions)	févr.	37,2	janv.	42,1	févr.	46,20
Ind. vol. import. (1938 = 100)	mars	132	févr.	133	mars	132
Ind. vol. export. (1938 = 100)	mars	196	févr.	209	mars	186

EN QUELQUES LIGNES



SUISSE

U. E. P. Position de la Suisse. — En avril le solde **actif** de la Suisse a été de 47,5 millions de francs (contre 96,6 millions de francs de solde **passif** en mars). Ce solde sera réglé pour moitié par un paiement en dollars, l'autre moitié étant portée en augmentation du crédit de la Confédération qui atteindra ainsi 752 millions de francs. A fin avril le quota de la Suisse était utilisé pour 1.287 millions de francs, soit 78,5%.

DÉFENSE ÉCONOMIQUE

Pour combattre les crises. — Par un message du 9 avril 1954 à l'Assemblée fédérale le Conseil fédéral présente un projet de loi sur les mesures préparatoires en vue de combattre les crises et de procurer du travail.

Il s'agit d'une loi-cadre — conçue en termes généraux — qui a pour but la stabilisation de l'emploi à longue échéance. En effet, l'élaboration d'une loi qui devrait définir d'une façon précise et par anticipation une série de mesures dont chacune devrait avoir un caractère particulier et ses propres répercussions d'ordre économique et financier présenterait trop de difficultés. Pour le moment la loi doit se limiter aux mesures qui doivent être prises en période de prospérité, c'est-à-dire à quelques dispositions de nature à contribuer à

prévenir les crises, à faciliter la lutte contre une dépression et à préparer la création proprement dite des possibilités de travail.

Ce projet de loi comprend seulement 15 articles dont l'un permet cependant au Conseil fédéral de prendre des mesures de lutte contre le chômage par une intervention immédiate si une branche ou une région quelconque est inopinément frappée par un sérieux fléchissement de l'emploi auquel l'économie pri-

vée et les cantons ne parviennent pas à remédier eux-mêmes. Toutefois les décisions prises par le Conseil fédéral en vertu de ces dispositions doivent être sanctionnées aussi rapidement que possible par l'Assemblée fédérale, les arrêtés du Conseil fédéral ne restant en vigueur de toute façon qu'une année au plus. Ce projet de loi légalise en outre l'existence d'un délégué aux possibilités de travail.

L'Office suisse de compensation. — Cet office a publié son vingt-et-unième rapport de gestion sur l'exercice 1953. Il en ressort que le 67,7% des importations suisses (64,8% en 1952) et le 60,4% des exportations (60,1% en 1952) se sont déroulés dans le cadre de l'U. E. P.

Les importations en provenance de pays avec lesquels le service des paiements est réglementé représentent le 74,7% de la totalité des importations suisses et les exportations à destination des mêmes pays le 69,2% de la totalité des exportations. Les versements opérés par les débiteurs suisses se sont élevés à 4.408 millions de francs et les paiements effectués aux créanciers suisses à 4.919 millions de francs.

Dans le transfert de revenus de capitaux, le service des paiements avec la France vient au premier rang, ces transferts ayant augmenté de 14,9 millions de francs. Les versements effectués par les débiteurs suisses, dans le trafic avec la France, se sont montés à 81,7 millions de francs, alors que les paiements effectués aux créanciers suisses ont été de 71,5 millions. Le rapport souligne que la cause de cette augmentation réside principalement dans le fait que d'importants investissements ont été effectués en France ces dernières années.

A la fin 1953, l'effectif du personnel de l'Office suisse de compensation était de 554 employés, à quoi s'ajoutent 80 employés pour le service de la liquidation des biens allemands, dont on envisage la suppression dans le courant de cette année.

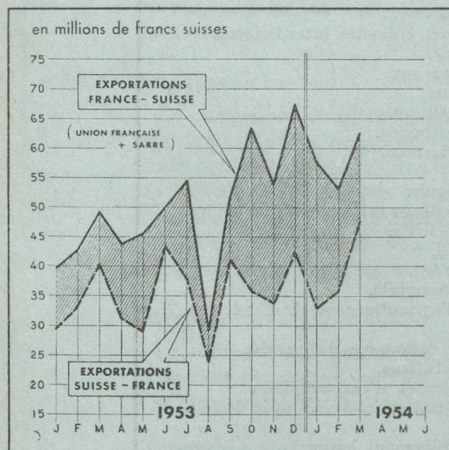
Lait. — En complément de nos informations précédentes, signalons que le Conseil fédéral a réduit le **prix du lait** de 1 centime. Cette disposition a provoqué de très violents remous dans les milieux paysans qui ont organisé le dimanche 9 mai une « marche sur Berne » qui n'a d'ailleurs donné aucun résultat positif.

FINANCES EXTÉRIEURES

PRIX

FINANCES PUBLIQUES

COMMERCE FRANCO-SUISSE



COURS ET INDICES SUISSES

	Dernier chiffre		Chiffre du mois précédent		Chiffre de l'année précédente	
Cours pièce or 20 fr. s.	15 mai	1,17	14 avril	31	15 mai	1,03
Cours billet 100 fr. fr.	15 mai	32	14 avril	1,17	15 mai	37,5
Ind. gén. actions.	avril	353,3	mars	351,0	avril	315,4
Coeff. d'activité industrielle (100 = satisfaisant)	4 ^e trim.	53	4 ^e trim.	53	4 ^e trim.	52
Chômeurs total.	mars	3.499	févr.	10.639	mars	4.154
Ind. prix de gros (1939 = 100).	avril	214,5	mars	213,7	avril	212,3
Coût de la vie (1939 = 100).	avril	169,6	mars	169,4	avril	168,8
Ind. salaires hor. réels (1949 = 100).	4 ^e trim.	53	4 ^e trim.	53	4 ^e trim.	52
Marchandises transportées C. F. F. (mio. de t.).	mars	1,7	févr.	1,4	mars	1,6
Voyageurs (millions).	mars	18,2	févr.	16,7	mars	17,6
Ind. import. (1938 = 100)	avril	170	mars	191	avril	154
Ind. export. (1938 = 100)	avril	187	mars	200	avril	178

Comptes d'Etat de la Confédération pour 1953. — Le compte financier de la Confédération accuse un excédent de 28 millions de francs avec 2.032 millions aux recettes et 2.004 millions aux dépenses. Le compte des variations de la fortune révèle en revanche un déficit de 73 millions. Le compte général boucle donc avec un déficit de 45 millions de francs, alors que le budget prévoyait un déficit de 296 millions de francs.

En particulier le Conseil fédéral avait fortement sous-estimé les recettes fiscales qui ont dépassé les prévisions budgétaires de 131 millions de francs.

Comme il fallait s'y attendre, les dépenses militaires de 775 millions de francs viennent au premier rang des dépenses de la Confédération. Pour ce département, les dépenses se sont élevées à 491 millions et les dépenses extraordinaires (programme d'armement) à 284 millions.